



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES

Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d’Angély

Etablissement support du GHT Charente Maritime Sud

11, boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex

Tél. : 05.46.95.12.30 - Courriel : ght.contrat@gh-saintesangely.fr

Profil d’acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

agissant en tant que coordonnateur d’un groupement de commandes

OBJET

**Fourniture de matériel médical issu du réemploi ou de la réutilisation,
accessoires, pièces détachées et maintenance associés.**

Table des matières

ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU MARCHE	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 - DIVISION EN LOTS	3
ARTICLE 3 - MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	3
3.1 ETABLISSEMENT D'UN DEVIS PREALABLE A LA COMMANDE	3
3.2 EMISSION DES BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
4.1 LIVRAISON DES FOURNITURES	4
4.2 EXIGENCES TECHNIQUES OU REGLEMENTAIRES	4
4.3 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE	5
4.3.1 MAINTENANCE CORRECTIVE	5
4.3.2 PRET D'EQUIPEMENT	5
4.3.3 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	5
5.1 VERIFICATION QUANTITATIVE	5
5.2 VERIFICATION QUALITATIVE	6
5.3 DECISION APRES VERIFICATIONS	6
5.4 ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE	6
5.5 RESPONSABILITE	6
ARTICLE 6 - GARANTIE	6

Article 1 - Description du marché

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations suivantes :

Fourniture de matériel médical issu du réemploi ou de la réutilisation, accessoires, pièces détachées et maintenance associés.

L'acquisition de ce matériel vise à compléter l'offre de matériel médical neuf pour les établissements, à des prix compétitifs et dans le cadre d'une démarche écologiquement et socialement vertueuse.

La notion de reconditionnement est entendue au sens des articles L122-21-1 et R. 122-4 du code de la consommation : les matériels doivent être remis en conformité, notamment au regard des obligations légales de sécurité et à l'usage auquel l'acheteur peut s'attendre.

Le Titulaire aura cependant la faculté de compléter les configurations d'équipements demandées par les établissements à l'aide de pièces ou accessoires neufs achetées auprès des fabricants ou distributeurs, si ces pièces ou accessoires ne sont pas disponibles dans les stocks du Titulaire dans des délais compatibles avec la date de livraison attendue.

Les produits ciblés dans le cadre du présent marché sont listés dans le bordereau des prix unitaires.

Il est prévu, en cas de besoin, des commandes de produits de même nature, non référencés dans le bordereau des prix, dans les conditions décrites à l'article 11.1 du C.C.A.P.

Enfin, il pourra être intégré en cours de marché, après validation d'un devis, de nouvelles prestations conformes à l'objet du marché, dans les conditions décrites à l'article 20 du C.C.A.P.

Article 2 - Division en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Article 3 - Modalités de passation des commandes

3.1 Etablissement d'un devis préalable à la commande

Si l'acheteur en fait la demande, un devis sera établi préalablement à l'émission du bon de commande.

La demande de devis précise :

- le type d'équipement,
- la configuration souhaitée (accessoires, options...) établie d'après les besoins du patient,
- Pour les pièces détachées, le modèle et le numéro de série de la pièce, si existant,
- la date et le lieu de livraison souhaités.

Le Titulaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour répondre aux demandes des établissements.

Si la société ne possède pas dans ses locaux le ou les produits demandés par les établissements du GHT, elle s'engage à faire appel aux structures rattachées à son réseau national pour en étudier la faisabilité.

Toutefois, dans la mesure où la disponibilité du matériel est conditionnée aux résultats des collectes effectuées, le Titulaire n'est pas tenu d'honorer l'intégralité des demandes de devis. Dans ce cas, il en avise l'établissement. Lorsque l'établissement peut attendre avant d'acquérir le matériel, le Titulaire s'engage à prévenir l'établissement dès qu'il entre en possession du matériel souhaité, afin de permettre l'établissement d'un devis.

Lorsque l'équipement est disponible, le Titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés pour établir et transmettre son devis à l'établissement. L'élaboration des devis est gratuite.

Le devis du Titulaire peut contenir des matériels, accessoires ou pièces détachées non listées au bordereau des prix unitaires. Dans ce cas, ces fournitures sont réputées incluses au marché pour la commande concernée uniquement, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

La prestation ne pourra être exécutée qu'après approbation du devis et émission du bon de commande correspondant.

L'établissement valide ou non le devis et, le cas échéant, adresse au Titulaire un bon de commande faisant référence à ce devis.

3.2 Emission des bons de commande

Aucune fourniture ni prestation exécutée par émission de bons de commande ne pourra être livrée ou réalisée par le Titulaire, ni ne donnera lieu à aucun paiement par l'acheteur, si elle n'a pas préalablement donné lieu à l'émission d'un bon de commande notifié au Titulaire.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- L'identification du Titulaire ;
- Les références des prestations et/ou fournitures commandées ainsi que leurs quantités ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le code du service en charge du paiement ;
- Le délai d'exécution ;
- La date d'émission ;
- Le prix net et le cas échéant, le pourcentage de remise sur le tarif public,
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Les montants et taux de TVA ;
- Le lieu de livraison.

Les bons de commande sont émis par le représentant de l'acheteur. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire, par tout moyen permettant de conférer date certaine à leur transmission.

Toute commande effectuée en urgence par téléphone ou courriel fait l'objet d'un bon de commande établi dans les meilleurs délais.

Article 4 - Conditions d'exécution des prestations

4.1 Livraison des fournitures

Avant toute livraison, le Titulaire du marché devra impérativement informer l'établissement destinataire de la commande au moins deux (2) jours ouvrés à l'avance.

Les livraisons sont effectuées aux lieux indiqués sur les bons de commande et directement dans les locaux réservés à cet effet, en respectant les mesures prises éventuellement au sein de l'établissement.

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison établi conformément aux dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS, indiquant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

En cas de rejet de fournitures non conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du Titulaire.

La liste des sites de livraison possibles est jointe à l'article 11.3 du CCAP. Toutefois, le nombre de sites de livraison pourra évoluer à la hausse comme à la baisse sans que cela n'influe sur les conditions tarifaires prévues au présent marché.

4.2 Exigences techniques ou réglementaires

La fourniture de fiches techniques sera demandée pour chaque matériel acheté. Lorsque la réglementation l'exige, les équipements sont fournis avec leur carnet de métrologie.

4.3 Prestations de maintenance corrective

4.3.1 *Maintenance corrective*

Les personnes habilitées à demander une intervention technique sont les cadres du service utilisateur et les agents du Service concerné (service biomédical ou service technique en fonction des matériels). La demande se fait selon les modalités définies par les différentes parties en début de marché (téléphone, centre d'appels, télécopie, ...).

Le Titulaire procède à l'enregistrement des informations utiles à son intervention (équipement en cause, défaut constaté type de panne (panne permanente, intermittente en bloquant l'ensemble de l'équipement), nom et fonction du demandeur, date et heure de l'appel, etc...).

Ces informations doivent permettre une prise en charge rapide et efficace des dysfonctionnements ou problèmes rencontrés.

Il enregistre de plus et de façon obligatoire le numéro d'inventaire interne à l'établissement, numéro inscrit de façon visible sur l'équipement sur lequel il doit intervenir, ce numéro restitué sur le rapport d'intervention permet aux techniciens de l'établissement du GHT d'assurer la traçabilité des interventions et le suivi des contrats.

Le Titulaire s'engage à reprendre contact avec le demandeur ou son représentant dans la demi-heure suivant l'appel, afin de lui préciser la date et l'heure prévues de l'intervention.

Spécifiquement pour les échanges standards, toute commande d'un échange standard non référencé dans le bordereau de réponse, impose la demande préalable d'un devis signé. L'élaboration des devis sera gratuite. La commande émise est alors accompagnée du devis approuvé par un responsable du Service chargé de la maintenance. La commande accompagne l'élément à échanger.

4.3.2 *Prêt d'équipement*

En cas de défaillance d'un équipement sous garantie acheté dans le cadre du présent marché, qui ne peut être réparé sur site, le Titulaire indique dans le mémoire technique les conditions dans lesquelles il propose un prêt d'équipement pendant la durée de réparation.

4.3.3 *Délais d'exécution des prestations*

Les délais d'exécution des prestations de maintenance sont indiqués par le Titulaire dans le mémoire technique.

Le Titulaire indique dans le mémoire technique un délai optimisé pour les interventions correctives portant sur les équipements sous garantie qui ont été acquis dans le cadre du présent marché.

Article 5 - Opérations de vérifications

Les opérations de vérification et d'admission des prestations, sont effectuées par l'acheteur et ce, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS, sous réserve des précisions et/ou dérogations qui suivent.

5.1 Vérification quantitative

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée. Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, l'acheteur peut demander au Titulaire de compléter cette quantité dans un délai qu'il prescrit, sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités. Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le Titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

5.2 Vérification qualitative

Cette vérification consiste à vérifier la conformité des fournitures ou prestations aux stipulations du marché. Les prestations livrées doivent correspondre au bon de commande. En cas d'inadéquation, la livraison de produits conformes est demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour procéder aux vérifications qualitatives et notifier sa décision à compter de la date de mise en service de l'équipement ou d'exécution des prestations.

Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans notification d'une décision dans le délai de quinze jours (15) précité, les prestations sont réputées admises à l'expiration de ce délai.

5.3 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le représentant de l'établissement prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

5.4 Admission et transfert de propriété

L'admission des prestations donne lieu à l'établissement d'une décision écrite notifiée au Titulaire, dans le délai imparti à l'acheteur pour procéder aux vérifications. A défaut de notification d'une décision dans ce délai, l'admission est réputée acquise.

Sauf en cas de location ou de mise à disposition de matériel, la décision d'admission des produits entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des produits à l'établissement est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

5.5 Responsabilité

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS. Le Titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des établissements bénéficiaires du marché.

Il est par ailleurs précisé que la responsabilité du Titulaire peut être engagée indépendamment de l'application des pénalités, telles que prévues au présent document.

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des avaries survenant au cours des opérations de livraison. Il est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Article 6 - Garantie

En complément des prescriptions de l'article 33 du CCAG-FCS, les fournitures sont garanties à compter de la date de notification de la décision d'admission pendant la durée indiquée par le Titulaire dans son offre.

L'offre du Titulaire précise le délai de garantie pour les équipements, les accessoires et pièces détachées. Pour les équipements, la durée minimale exigée est de 12 mois minimum à compter de leur admission.

En cas de défaillance d'un équipement sous garantie acheté dans le cadre du présent marché, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai spécifié dans son offre qui ne peut être supérieur à 3 jours ouvrés.